

Paris, le 19 septembre 2008

Position commune pour une réglementation ambitieuse sur les émissions de CO₂ des véhicules par Pascal Husting – Directeur général de **Greenpeace France**, Alain Bazot – Président de **l'UFC Que choisir**, Jean Christophe Le Duigou – Secrétaire confédéral de la **CGT** et Claude Got – Expert en matière de **sécurité routière**.

Une réglementation ambitieuse sur les émissions de CO₂ des véhicules aura le mérite de créer une dynamique industrielle vertueuse tout en réduisant nos émissions de CO₂, la facture de carburant des ménages et les risques sur la route.

L'urgence climatique fait désormais consensus à l'échelle planétaire. Le Président Sarkozy en a fait une grande priorité de son quinquennat et de sa présidence de l'Union européenne. Objet de toutes les attentions, la lutte contre les changements climatiques est également devenue un outil majeur de communication. Pas un journal n'échappe aux campagnes de pub massives des constructeurs automobiles qui usent et trop souvent abusent des arguments écologiques pour nous faire croire que le climat est au cœur de leurs stratégies industrielles. La vérité est que ni les publicités automobiles, ni les quelques efforts prétendument consentis par les industriels, ne vont sauver le climat. Le parc automobile mondial croît très rapidement. Les véhicules particuliers représentent déjà 12 % des émissions de gaz à effet de serre au niveau européen, 14 % en France. L'adoption de règles permettant une réduction massive des émissions de CO₂ des voitures devient un enjeu majeur de la lutte contre les changements climatiques.

La volonté d'imposer des règles n'est pas nouvelle. Dès 1995, l'Union européenne visait un objectif de 50 % de réduction des émissions provenant des véhicules dans un délai de dix ans. Soumise à une pression considérable de l'industrie, l'UE a reculé et accepté de valider un accord volontaire des constructeurs automobiles européens, qui les engageait à réduire les émissions moyennes de leurs véhicules neufs à 140 g de CO₂ par kilomètre parcouru d'ici à 2008. Echec patent puisqu'en en 2006, les constructeurs atteignaient à peine la moitié de leurs objectifs, avec 160 g de CO₂/km. Au mépris de leurs promesses, ils n'ont jamais cessé de développer et de commercialiser des voitures plus rapides et plus puissantes, donc plus lourdes et plus gourmandes en carburant.

L'Union a donc repris ce dossier en main et une réglementation européenne sur les émissions de CO₂ des véhicules particuliers est en cours de négociation et devrait être adoptée sous présidence française. Les constructeurs européens exercent des pressions extrêmement fortes sur le Conseil, la Commission et le Parlement pour éviter tout caractère contraignant. À la tête de ce lobby, on trouve la chancelière allemande Angela Merkel, avant tout concernée par les intérêts financiers de son industrie automobile, de loin la plus polluante en Europe.

L'inaction n'est plus aujourd'hui possible tant les conséquences dramatiques du dérèglement climatique sont connues. L'efficacité énergétique constitue de loin le premier gisement en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Parce que nous n'avons plus de temps à perdre, nous demandons que l'Union adopte un objectif de 120 g de CO₂/km dès 2012 pour l'ensemble de la flotte, avec des sanctions financières suffisamment dissuasives pour contraindre tous les constructeurs à respecter la discipline collective. En outre, nous demandons d'inscrire dès aujourd'hui dans le texte de loi un objectif contraignant et ambitieux de réduction des émissions de CO₂ des véhicules d'ici à 2020.

Les signataires contestent un à un les arguments utilisés par les constructeurs.

« *Impossible techniquement !* » Les solutions technologiques permettant de tels gains d'efficacité existent. Des équipementiers sont prêts. La production de masse de ces nouvelles technologies assurerait par ailleurs un abaissement très significatif de leurs coûts. Enfin, des outils, tels que le bonus/malus, favorisent l'achat de véhicules peu émetteurs ainsi que le renouvellement du parc.

« *Les consommateurs ne sont pas prêts !* » Les carburants constituent une dépense de plus en plus lourde pour les ménages, presque insupportable pour les plus modestes d'entre eux. Des moteurs plus efficaces sont aussi des moteurs moins gourmands ! La demande des consommateurs pour des véhicules plus sobres en carburant n'est pas nouvelle. Mais avec un baril de pétrole à plus 100 dollars et des difficultés générales de pouvoir d'achat, elle devient urgente. Les consommateurs ont obtenu la sécurité et le confort pour les voitures, ils exigent légitimement le respect de l'environnement.

« *Les voitures plus lourdes offrent une plus grande sécurité !* » Les statistiques démontrent au contraire qu'augmenter le poids et la puissance des véhicules a pour conséquence d'accroître le nombre d'accidents et leur gravité. En outre, de plus en plus de sociétés d'assurance offrent des contrats favorisant une utilisation plus sobre de voitures moins polluantes, synonymes également d'une réduction de la pollution de l'air.

« *Vous mettez en péril l'industrie française !* » Nous nous étonnons de voir l'ensemble des constructeurs s'opposer à un projet ambitieux de réglementation européenne. Alors qu'ils ont réalisé ces dernières années quelques progrès en la matière, une telle position revient à aligner leurs relatives bonnes performances en matière d'émissions de CO₂ sur les constructeurs les plus pollués et les moins responsables. Nous considérons au contraire que les groupes les plus responsables possèdent un avantage compétitif à soutenir des normes ambitieuses et contraignantes et que leurs modèles devraient mécaniquement bénéficier d'un marché automobile plus propre. La solidarité entre constructeurs européens n'est pas justifiable. L'Europe est aujourd'hui la première puissance économique et le premier marché mondial. À ce titre, sa réglementation a valeur de norme mondiale à laquelle s'adapte forcément et rapidement l'ensemble des acteurs économiques mondiaux.

« *La réglementation européenne menace des millions d'emplois !* » Argument massif s'il en est, tant la situation sociale en Europe est difficile. Là encore nous contestons l'analyse. Les restructurations industrielles opérées ces dernières années dans le secteur automobile, et parfois accompagnées de délocalisations, ne sont pas le résultat de contraintes environnementales. À l'inverse, l'imposition de normes strictes renforcerait la capacité d'innovation de l'industrie européenne et la mettrait à la pointe des avancées technologiques dans le monde, forçant les constructeurs non européens, et notamment asiatiques, à s'aligner. Prendre un nouveau retard aujourd'hui, puisque les évolutions sont inévitables, placerait au contraire ces concurrents en position rapidement dominante. Les syndicats européens sont conscients que l'évolution indispensable des modes de production pour faire face au défi climatique doit être coordonnée à de nouvelles formes d'organisations du travail, ainsi qu'une évolution des métiers et des qualifications. La Confédération européenne des syndicats estime que la stabilisation des émissions du secteur des transports d'ici à 2030 pourrait créer jusqu'à 20 % d'emplois supplémentaires, notamment à travers le développement de modes de transport plus propres, comme le rail et les transports collectifs. La responsabilité des États et des acteurs économiques et sociaux à cet égard est d'anticiper et de faciliter des investissements dans la recherche, l'emploi et la formation pour parvenir à des sauts technologiques. Cela requiert un haut niveau de dialogue social et l'engagement rapide de négociations sociales à tous les niveaux en responsabilisant notamment les grands groupes vis-à-vis des entreprises sous-traitantes. Nous dénonçons l'absence d'une telle réflexion dans le cadre de la réglementation européenne sur les émissions des véhicules, qui diminue d'autant l'acceptabilité sociale de cette réforme indispensable et offre aux constructeurs automobiles des arguments fallacieux.

Les signataires de cette tribune regroupent une plate-forme large d'intérêts – consommateurs, salariés, victimes de la route, écologistes – qui, ensemble, entendent défendre une réforme ambitieuse du secteur automobile au profit des générations actuelles et futures. Nous appelons donc le président de la République, le gouvernement français et les parlementaires européens à défendre des objectifs ambitieux et contraignants en matière de lutte contre les changements climatiques dans un secteur industriel essentiel en Europe. Nous appelons les constructeurs automobiles, à cesser de faire obstacle à un tel projet qui aurait le mérite de créer une dynamique industrielle vertueuse tout en réduisant nos émissions de CO₂, la facture de carburant des ménages et les risques sur la route. Nous demandons aux constructeurs automobiles de prendre, au-delà de leurs campagnes de publicité, leur part de responsabilité dans l'effort collectif indispensable à engager face à ce qui constitue aujourd'hui le premier défi global de l'humanité.